

FORUM GLOBAL SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

**CONSULTATION DU GROUPE D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU SUR LA SECURITE
ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION (HLPE) SUR LES REGIMES FONCIERS ET LES
INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX DANS L'AGRICULTURE**

DISCUSSION N° 65 DU 24 JANVIER AU 6 FEVRIER 2011

En octobre 2010, le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) réformé a demandé à son Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) de mener une étude sur les régimes fonciers et les investissements internationaux dans l'agriculture et d'en présenter les résultats lors de sa session d'octobre 2011. Le Comité directeur du HLPE vous invite à lui faire part de votre point de vue dans le but de finaliser les termes de référence de l'équipe de projet (qui sera formée par le Comité directeur après cette consultation en ligne) chargée de réaliser l'étude et d'émettre les recommandations de politiques. Les études du HLPE ont pour but de faciliter et de nourrir le choix de politiques des membres du CFA.

Introduction

L'intérêt accru pour les investissements fonciers et agricoles constaté ces dernières années a de nombreuses causes. L'augmentation mondiale de la demande de nourriture découlant de la croissance démographique et de l'évolution des régimes alimentaires, vont influencer sur les besoins en terres et en autres ressources. Au cours du siècle dernier, la progression de la production agricole a été majoritairement due à des gains de productivité par hectare, l'expansion des superficies cultivées représentant moins de 30 %. La nécessaire augmentation future de la production agricole obligera cependant à produire « plus avec moins » mais aussi à étendre ces superficies.

Une intensification durable doit combler l'écart entre les rendements potentiels et possibles. Les besoins alimentaires de demain nous contraindraient aussi à nous efforcer plus sérieusement de réduire le gaspillage massif de nourriture et les impacts de l'évolution des régimes alimentaires tels que l'épidémie d'obésité.

L'expansion des terres agricoles est déjà une réalité dans de nombreuses régions du monde. La production d'alimentation humaine et animale mais aussi la progression de la bio-économie et, dans divers pays, la production de biocarburants (première et deuxième générations) encouragée par les politiques gouvernementales requièrent une augmentation substantielle des terres et d'autres ressources nécessaires aux activités agricoles. Les approches utilisées diffèrent selon le contexte : les différences entre les continents et les pays sont très importantes et le rôle des gouvernements varie considérablement. Les besoins en alimentation humaine et animale des pays où les terres arables sont relativement rares, tels que la Chine (moins de 10 % des terres de la planète et 20 % de sa population) pourraient nécessiter des investissements et un développement de l'usage agricole des terres dans d'autres pays. L'investissement foncier sur d'autres continents tels que l'Afrique et l'Amérique latine est déjà une réalité.

Les autres causes de la hausse des investissements fonciers et agricoles sont, sans restrictions, la spéculation foncière et l'instabilité des prix des marchandises qui ont incité de nombreux pays importateurs de nourriture à remplacer l'achat de denrées alimentaires sur les marchés internationaux par celui de terres arables dans d'autres pays.

Si l'on ignore encore avec certitude l'importance, dont l'évaluation reste à faire, que prendront dans l'avenir les transactions étrangères dans les terres et les secteurs agricoles de pays tiers, la tendance actuelle a attiré une attention considérable dans l'opinion publique et suscité débat politique et controverses. Des appels ont été lancés tous azimuts, depuis des moratoires sur « l'accaparement des terres » jusqu'à la réglementation des « acquisitions foncières à grande échelle » en passant par des principes d'investissement responsable et des codes de conduite pour que les investissements fonciers profitent au développement et à l'agriculture locaux, quelle que soit la taille des exploitations agricoles.

Les gouvernements se trouvent à un carrefour : d'un côté, comme le montrent de nombreuses études et analyses, des investissements adéquats et l'usage efficace des ressources naturelles et des terres pourraient présenter des avantages économiques et écologiques dans certaines conditions ; de l'autre, il existe aussi des cas d'école d'accaparement des terres aux effets très négatifs sur le développement durable, dont effets sociaux sur les petits agriculteurs et conséquences écologiques telles qu'une baisse d'efficacité de l'usage des ressources naturelles et l'appauvrissement des sols.

L'analyse et le diagnostic de l'étude du HLPE tiendront compte de divers éléments pour aboutir aux recommandations.

Avis recherché

L'étude du HLPE s'inscrit dans les limites du mandat conféré par le CFS en octobre 2010 et son but est donc d'entreprendre une analyse et de formuler des recommandations de politiques dans les trois domaines suivants :

- (i) Rôles des plantations à grande échelle et de l'agriculture à petite échelle, dont impacts économiques, sociaux, environnementaux et sur les relations hommes-femmes
- (ii) Outils de cartographie des terres disponibles
- (iii) Outils visant à aligner les investissements à grande échelle sur les stratégies nationales de sécurité alimentaire

Dans les limites de son mandat, le HLPE organise la présente consultation en ligne pour obtenir une opinion sur son projet de plan d'étude.

En particulier, pensez-vous que ce plan et ses éléments sont adéquats ?

Des éléments importants ont-ils été omis ?

Faut-il abandonner certains des éléments ci-dessous ?

À votre avis, quels sont les points principaux sur lesquels le rapport devrait insister ?

Merci d'être les plus précis possible !

Le HLPE a l'intention de tenir compte de la très grande variété de modèles de production et de commercialisation agricoles ainsi que de la diversité des contextes sociaux, économiques, politiques et environnementaux, sans restreindre l'analyse aux investissements agricoles à grande échelle mais en s'efforçant plutôt de déterminer le type d'investissements requis pour atteindre les objectifs de développement en prêtant une attention particulière aux agriculteurs pauvres, aux femmes, aux peuples indigènes, aux pasteurs, aux habitants des forêts et autres groupes marginalisés, etc.

Plan envisagé de l'étude du HLPE sur les régimes fonciers et les investissements internationaux en agriculture

1. Cadrage des causes du regain d'intérêt pour les investissements fonciers et agricoles

a - Exploration des options d'utilisation des terres à diverses échelles : mondiale, continentale, régionale.

- Comment atteindre les objectifs économiques, sociaux et écologiques dans le cadre des contraintes techniques et biologiques? Quels sont les études exploratoires disponibles ou qui pourraient être réalisés dans ce domaine?
- Investigation et analyse des conséquences dominantes de l'usage des terres sur l'eau et les ressources naturelles. Comment sont liés l'usage des terres, les inputs et l'eau et quels sont les perspectives qui pourraient être envisagées?

b - Rôle des stratégies de sécurité alimentaire aux niveaux nationaux et régionaux

- Politiques explicites
- Rôles des blocs économiques tels que l'Union européenne, l'Union africaine
- Politiques/principes d'investissements
- Instabilité des prix des marchandises

c - Rôle du secteur privé dans l'usage des terres

- Producteurs d'alimentation humaine et animale
- Producteurs de bioénergie
- Secteur financier
- Spéculation foncière

2. Usage actuels et tendances des ressources foncières et naturelles

a - Cartographie des terres disponibles et utilisées

- Quelles sont les définitions de « improductives », « incultes », « disponibles » ou « en réserve » ainsi que les terres qui ne font pas l'objet d'un « usage agricole » ?
- Quels sont les outils de cartographie existants et que cartographient-ils (quelles définitions de improductives, etc.) utilisent-ils? Comment tiennent-ils compte des

- Perspectives d'usage des terres et de développement durable suite aux investissements dans l'agriculture par des pays (étrangers) ou de grosses entreprises

b - Usage et usage abusif des terres, développement non durable en raison de la richesse ou de la pauvreté

- Quelles sont les différences régionales en matière de potentiel d'autosuffisance ?
- Quelle est l'importance de la part des terres disponibles couvertes par des droits collectifs ou l'usage coutumier ?

3. Rôle et effets de l'échelle (plantations à grande échelle ou agriculture à petite échelle)

- Qu'entend-on par « plantations à grande échelle » et « agriculture à petite échelle » ? Plus précisément, quelle est la place de la contractualisation de l'agriculture et de l'intégration des petits agriculteurs sur les marchés mondiaux ?
- Quelles cultures chacun de ces modèles de production produisent-ils et pour quels marchés ? Qui des divers acteurs profite de la valeur ajoutée générée par la production et les diverses étapes de la transformation ?
- Quelles sont les tendances de l'investissement dans les plantations à grande échelle et l'agriculture à petite échelle ? Qui sont les investisseurs dans les deux cas ? Quelles sont les motivations à investir ? Quels taux de retour sont attendus ?
- Quels sont les impacts économiques, sociaux, environnementaux et sur le genre de chacun de ces modèles ? Par exemple concernant les droits, les conflits et les troubles politiques, l'emploi, la migration, la biodiversité, la nutrition, etc.

4. Recensement des instruments (techniques, politiques, entreprises) qui influent sur l'usage des terres et leur usage à différents niveaux d'agrégation

entre autre :

Politiques foncières, droits de propriété, location des terres, utilisation d'intrants externes
Instruments en rapport avec le droit à l'alimentation

Principes d'investissement agricole responsable

« Principes minimaux des droits de l'homme applicables aux acquisitions ou locations foncières à grande échelle » suggérés par le Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation

Projet de directives volontaires sur la gouvernance responsable des ressources foncières et naturelles

Déclaration finale de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural

Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes

Normes internationales en matière de droit au logement et de prévention des expulsions forcées

Outils relatifs à la responsabilité sociale d'entreprise
Outils et politiques fiscaux
Subventions directes et indirectes

5. Recommandations attendues

- Quelles sont les politiques possibles et quels instruments peut-on appliquer pour aligner les investissements à grande échelle sur les stratégies nationales de sécurité alimentaire ?
- Tiennent-elles compte de la taille?
- Quelles sont les conditions nécessaires à la réussite de chacun de ces modèles (petite échelle et grande échelle) (par exemple, contexte des politiques, fiscalité, subventions directes et indirectes, etc.) ?
- Quels faits montrent que des scénarios gagnant-gagnant sont possibles, c'est-à-dire qu'il est possible d'atteindre les objectifs de développement et de profit avec des résultats optimaux ?
- Comment rompre les tendances à la non-durabilité ?
- Recommandations pour la recherche et le développement ?